

## Recherches sociographiques



Fernand DUMONT, *L'avenir de la mémoire*

Denyse Delâge

Volume 42, Number 2, 2001

Mémoire de Fernand Dumont

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057464ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057464ar>

[See table of contents](#)

---

### Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

### ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

---

### Cite this review

Delâge, D. (2001). Review of [Fernand DUMONT, *L'avenir de la mémoire*]. *Recherches sociographiques*, 42(2), 399–402. <https://doi.org/10.7202/057464ar>

permet, d'une part de préserver la valeur, ou si on préfère l'ordre social – un élément pour le moins décisif dans une société dominée –, et d'incorporer d'autre part le politique, bien que ce soit, il est vrai, au prix de sa subordination en valeur. Sous cet angle, le conservatisme canadien-français devient plutôt une tentative fructueuse de subordonner la domination politique et économique dans laquelle est tenue la société.

Avant de formuler la seconde réserve, soulignons que Dumont montre par ailleurs admirablement bien à quel point l'interaction entre sociétés peut être fondatrice de l'édification de leur référence respective. Cependant, tout se passe comme si cette interaction était unidirectionnelle – ce qu'elle n'est jamais, à mon sens, même au sein d'une relation dominant-dominé – et dispensait en conséquence de retourner le miroir pour saisir la genèse de l'autre société sous l'angle de l'interdépendance qui s'installe. Car le « contexte canadien » s'est en partie constitué de ces interactions réciproques entre Canadiens et Anglais, Canadiens français et Canadiens, Québécois et Canadiens anglais. Tant et si bien qu'il y a peut-être lieu, en regard de ce contexte particulier, de laisser tomber l'analogie entre individu et société conduisant à voir en celle-ci une « entité-en-soi », car on serait plutôt en présence d'« unités-en-relations ». Il faudrait alors élargir le champ de vision pour entreprendre ce que le « contexte canadien » appelle, par sa nature même, une approche comparative ; ce qui laisserait également deviner, au-delà des changements politiques, l'endurance de la rivalité culturelle qui le caractérise.

Sylvie LACOMBE

*Département de sociologie,  
Université Laval.*

ANDERSON, Benedict

1996 *L'imaginaire national*, Paris, La Découverte. (Traduction française de *Imagined Communities, Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, London, Verso, 1983.)

---

Fernand DUMONT, *L'avenir de la mémoire*, Québec, Nuit blanche éditeur, 1995, 104 p.

Faire de l'espérance la vertu cardinale de la modernité et de la tradition le chantier des citoyens constitue une proposition surprenante à première vue, mais que Fernand Dumont dénoue de manière à la fois classique et personnelle dans cette plaquette à l'écriture dense et incisive qui reprend les grands thèmes de son œuvre : la culture est un héritage, et l'histoire, comme l'anthropologie, ne peut s'écrire, à rebours de ce que suggère le titre d'un autre de ses livres, qu'en présence de l'homme.

L'ouvrage, une conférence publique de la CEFAN, s'ouvre sur une énigme : les sociétés archaïques, celles que caractérise la centralité de la mémoire, n'ont pas

d'histoire, inscrites qu'elles sont – cela est volontairement caricatural – dans l'immobilisme et la réalisation du mythe. Ce sont les sociétés issues de la modernité, c'est-à-dire de la Grèce et de la Renaissance qui, confrontées à l'irréversible incertitude d'un avenir dépourvu de la garantie de la tradition, ont contribué à un extraordinaire essor de l'histoire, elle-même mère des sciences humaines et de tant de monuments. Désormais dépourvues de références sacrées au passé, nos sociétés sont par contre impuissantes et aveugles, avec une mémoire évanescence. Quelle est donc la nature de cette mémoire désormais ? Question qui ne peut trouver réponse que par une incursion dans la culture, comprise comme système de codes et héritages. S'estompent désormais coutumes, traditions, croyances, tous facteurs de cohésion, tandis que le vide qui en résulte appelle aussi bien à la nostalgie qu'au travail de la mémoire. Et ce travail, qui jusqu'à présent l'a entrepris et pour qui, pourquoi également ? Bref, quel a été le mode d'appropriation de la mémoire ? celui de la nation ? d'une classe sociale ? celui « objectif » de la voie de la Raison, de l'analyse des structures et des faits au risque de l'indifférence aux hommes contemporains ? celui « subjectif » de la voie du cœur, de la reconstruction de la cité commune des morts et des vivants ? Ici Dumont prend immédiatement position en affirmant l'obligation et l'incontournable « contamination » de l'objectivité et de la subjectivité, des structures et des valeurs. Au dire de l'auteur, les clivages entre historiens résultent d'un autre clivage plus général dans nos sociétés contemporaines caractérisées par la systématisation des règles qui échappent aux individus, refoulés dans la sphère de la vie privée et l'enceinte de la subjectivité. En effet, la logique de la domination économique s'imposerait partout, la liberté individuelle se ramènerait à celle du consommateur, l'État remplacerait les solidarités traditionnelles. La culture deviendrait un univers détaché et autonome. Bref, l'individu aliéné ne pourrait que difficilement prendre conscience de l'histoire puisque celle-ci se déroulerait hors de lui, et que le destin de la cité lui échapperait. Pourquoi, en effet, attacher sa mémoire à ce qui ne requiert pas sa participation ? Résultat tragique puisqu'une mémoire commune constitue le don premier de rassemblement des personnes. En somme, le processus de liquidation des coutumes et des appartenances issues de la tradition conduit au degré zéro de la mémoire. Une mutation de la conscience et de la culture pourrait-elle contrer ce processus et donner un nouveau visage à la tradition ?

La propagation de la modernité et sa critique des traditions, dans les écrits des Lumières tout particulièrement, sont-elles corrélatives de l'extinction de la tradition ? Certes, des civilisations, telle celle des Aztèques, peuvent périr d'une adéquate dogmatique à leur tradition, d'autres, tel le christianisme par rapport au judaïsme, peuvent renouveler la tradition, mais pour nous, aujourd'hui, toute tradition a été récusée. Pourtant, pour Dumont il importe de recréer une tradition nouvelle, d'autant plus qu'avec le pluralisme, les modèles d'action sont désormais arbitraires. Connaître en effet n'épuise pas la signification et, qui plus est, quel que soit le caractère radical de notre regard sur la tradition, elle ne nous est pas moins transmise comme héritage ; voilà pourquoi il faut réassumer la part du passé, aussi arbitraire soit-elle, qui mérite de l'être au nom des valeurs. Position moraliste ? Pas du tout. Position engagée, certainement puisque le caractère historique (c'est-à-dire arbitraire) de nos existences et désintégrateur de nos appartenances commande le

devoir de développement et de continuation du lien concret entre tous. À cet égard l'histoire strictement objectiviste occulte sa nécessaire résonance en nous puisque le rapport à la tradition ne constitue pas d'abord un problème de connaissance mais tout autant, sinon davantage, un processus d'appropriation de sens. En somme, ce qui vient du passé, ce sont les traces susceptibles de décodage de ces deux lectures.

La manière d'amalgamer ces deux lectures n'a pas toujours été heureuse. Sur le mode de synthèses partielles, évitant les arrière-plans, les arrière-mondes, cela conduit à éviter l'essentiel, sur le mode des constructions thématiques et bien hypothétiques (la mission de la France, la survie du Canada français, la *manifest destiny*) ou encore, sur le mode souvent nihiliste de la déconstruction et de la critique historiographique pour dégager les paradigmes à l'œuvre. Après le déclin des grands récits (marxisme, christianisme), la réduction aux seuls enseignements des événements constitue tout autant un cul-de-sac. Comment donc réaliser une histoire commune ? Par la nation, porteuse d'une mémoire partagée et de la volonté de marquer ensemble le présent et l'avenir en fonction des héritages ? Certainement et il y a là un espace de responsabilités, mais de fanatisme également. Bref, les mouvements sont toujours contraires : quête de responsabilité / fanatisme, globalisation / revendications particulières, production de la société / résistance des traditions. Les grands récits tenus pour vérités, les vues déterministes du passé se sont effondrés, mais ici encore la dualité est à l'œuvre : renoncer à comprendre, c'est s'abandonner au flux des événements, au hasard. La seule marque d'une mémoire authentique consiste donc à renoncer aux déterminismes et à sauvegarder la faculté d'interprétation. S'il faut reconnaître qu'aucune tradition ne peut se fonder sur des coutumes et ne peut survivre que dans la tension entre le particulier et l'universel, c'est pour conclure que toutes les traditions doivent entrer en dialogue et que là demeure leur transcendance. Notre devoir consiste donc à créer une tradition transcendante, à faire de la mémoire un chantier.

Pour Dumont, le travail de la mémoire comporte deux grandes tâches, l'une pédagogique, l'autre politique. Pour la première, il appartient en tout premier lieu à l'école de maintenir et d'entretenir, au-delà de la parcellisation, un foyer de convergences et des noyaux de valeurs communes. Cela implique le respect de la diversité, mais pas au point de nier la transmission des valeurs au nom de la neutralité ; cela implique certainement l'enseignement de l'histoire et des disciplines gratuites mais par-dessus tout, cela exige d'accorder la priorité à l'émergence d'une conscience historique, non pas sur le mode de conclusions ou de dogmes, mais sur celui de la transformation de l'individu en agent actif de l'histoire. Cela nous conduit à la seconde tâche, la restauration de l'action politique, en convoquant les citoyens hors de la vie privée : une tâche de construction d'un espace public de débats sur des projets collectifs. Il s'agit donc de faire de la démocratie une tradition de pluralisme, de convictions partagées, de credo dans la personne humaine et de refus du dogme. Certes comme l'archaïque, cette tradition émergeant de la responsabilité dans la modernité résulte du flux des événements, du hasard, de la production du sens. Cependant elle s'en distingue fondamentalement par le questionnement et la

reviviscence. Plutôt que d'exprimer le destin, elle cherche à prendre prise sur celui-ci. Voilà pourquoi l'esprit critique doit être au fondement de l'École et de la Démocratie. Voilà comment la tradition devient un espoir, une espérance.

Denys DELÂGE

Département de sociologie,  
Université Laval.

---

Fernand DUMONT, *Raisons communes*, Montréal, Boréal, 1995, 255 p.

Je dois commencer cette recension en dévoilant ma condition d'immigrant ; le lecteur comprendra mieux la façon dont j'ai choisi d'aborder le livre de Fernand Dumont. Lorsqu'on m'a demandé de commenter *Raisons communes* pour ce numéro spécial, on m'a invité à le regarder à la lumière de mon cheminement personnel, qui m'a mené de l'Argentine au Québec il y a une dizaine d'années. Les pages qui suivent ne constituent donc pas un compte rendu conventionnel. Elles sont plutôt le véhicule de quelques réflexions critiques, ainsi que de quelques questions – peut-être un peu provocatrices – que j'aurais posées aujourd'hui à cet important sociologue québécois.

Paru en 1995, *Raisons communes* est un ouvrage qui réunit onze textes d'opinion que Fernand Dumont a rédigés au cours des ans sur le Québec, société qu'il considère « en panne d'interprétation » (p. 20). Le livre est présenté dans l'introduction comme un « bref essai de philosophie politique » qui vise à examiner « ces raisons communes susceptibles d'inspirer le projet d'une société démocratique » (p. 15). Dumont consacre les premières pages à établir un diagnostic de la situation actuelle, où il constate la « disqualification des vues d'ensemble au profit de l'État gérant » (p. 13), alors que « partout se répand le cynisme des citoyens envers les hommes de pouvoir » (p. 14) et se déploie « ce culte du moi qui [caractérise] l'individualisme contemporain » (p. 26). On reconnaît dans cette perspective les questions qui inquiètent bien des intellectuels québécois : la crise du lien social, le naufrage de l'éthique collective, l'affaiblissement de la solidarité, l'effritement des repères normatifs... Il se dégage de ces propos une certaine nostalgie, celle d'une société plus cohésive et homogène dans ses valeurs et ses aspirations. Ce n'est pas, bien sûr, au Québec traditionnel que pense Dumont, mais au rêve inaccompli d'une « nation française en Amérique » où la société civile, les institutions politiques et l'espace public soient pleinement développés.

Dumont retrace l'histoire du Québec contemporain et attribue une portée cruciale – comme il le fait ailleurs – à la Révolution tranquille, en ce qu'elle a signifié la transformation profonde et irréversible des structures politiques (« depuis un siècle, la vie publique avait été dominée par le patronage politique et le contrôle clérical », p. 14). Cependant, il souligne que les antécédents de ce processus se trouvent dans la période de 1945 à 1960, durant laquelle les grands projets de mutation